REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE VILLE DE MONTREUIL-BELLAY

ARRETE N° 2024-095 CLB/KX

ARRETE TEMPORAIRE Portant interdiction de la circulation Chemin de la Garane - Trézé Commune de MONTREUIL-BELLAY

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MONTREUIL-BELLAY,

VU la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et aux libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par les lois n° 82.623 du 22 Juillet 1982 et n° 83.1186 du 29 Décembre 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route.

VU l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992).

VU la demande du 23.04.2024 de Monsieur et Madame LIGONNIERE demeurant 222 rue de la Société - Trézé - 49260 Montreuil-Bellay.

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer la sécurité lors de la manifestation de quartier « fête des voisins de Trézé» prévue le vendredi 31 mai 2024 de 17h à 23h sur la commune de Trézé.

arrête:

ARTICLE 1 : La circulation des véhicule sera interdite du Chemin de La Garane le vendredi 31 mai 2024de 17h à

ARTICLE 2 : La signalisation sera conforme à l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992).

ARTICLE 3: La signalisation sera mise en place et entretenue par les Organisateurs.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités des voies concernées par les Organisateurs.

- M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montreuil-Bellay,
- M le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Montreuil-Bellay,
- M. le Brigadier de la Police Municipale et Rurale,
- M. et Mme LIGONNIERE 222 rue de la Société Trézé 49260 Montreuil-Bellav

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Fait à Montreuil-Bellay, le 17 mai 2024

Marc BONNIN,

Maire de Mont euil-Bellay

Transmis aux Intéressés, le : 2105/2024 Publié le : 21105/2024

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délais de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

